

Vieille Europe, idées neuves ?

Benoît Lechat

Au début de l'année 2003, en pleine mobilisation contre l'intervention américaine en Irak, certaines manifestations pacifistes ont résonné d'un nouveau slogan, aux apparences très séduisantes. « Vieille Europe, idées neuves », a-t-on ainsi pu lire sur de petits autocollants distribués par les Verts européens. C'était-là un écho direct à la passe d'armes rhétorique entre Donald Rumsfeld, le secrétaire d'État américain et le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin. « Je ne vois pas l'Europe comme étant l'Allemagne et la France. Je pense que c'est la vieille Europe. Si vous regardez l'Europe entière, son centre de gravité passe à l'Est », avait déclaré l'Américain en février dernier. Le Français lui avait répliqué devant l'O.N.U. qu'il était le ministre « d'un vieux pays, la France, d'un vieux continent, l'Europe [...], qui n'avait jamais cessé de se tenir debout face à l'histoire et devant les hommes ». Au cœur de la diatribe, le rapport entre l'Ancien et le Nouveau était donc convoqué comme argument pour justifier les divergences quant au traitement à réserver à la crise irakienne. D'un côté, la France et l'Allemagne étaient renvoyées à une image de vieilles gloires perdues dans la nostalgie de leur puissance passée, cachant leur incapacité à peser sur le cours de l'histoire dans une sorte de culte dévot à la moralité et au droit. De l'autre, les États-Unis se voyaient soupçonnés d'être de nouveaux barbares, adorateurs de la puissance pure, qu'elle soit militaire ou financière.

Parce qu'elle menait au cœur de la relation historique entre les États-Unis et l'Europe, la polémique a marqué et, dans l'un comme l'autre camp, elle a mobilisé, ne fût-ce qu'un bref instant, les opinions. La thématique n'était en l'occurrence pas vraiment neuve. Bien plus que les politiques, les philosophes ou les journalistes, ce sont les écrivains qui l'ont expressément développée. La romancière américaine d'origine allemande Susan Sontag a ainsi récemment¹ décrit le rapport entre l'Europe et les États-Unis comme étant « au moins

aussi complexe et ambivalent que celui entre les parents et l'enfant ». Susan Sontag reprenait en fait une analyse formulée bien avant elle, d'abord par Tocqueville, puis par D.H. Lawrence qui, au début du XX^e siècle, caractérisait la naissance des États-Unis d'Amérique, non seulement comme une déclaration d'indépendance contre l'Europe, mais comme « une volonté de tuer et d'enterrer et les valeurs et la puissance européennes ». « On n'obtient rien de nouveau, sans détruire quelque chose d'ancien. Cette fois l'Europe était l'ancien. L'Amérique était le nouveau. Le nouveau est la mort de l'ancien », écrivait Lawrence. La prophétie disait également que ce serait par la démocratie que les États-Unis détruiraient l'Europe, avant de se tourner vers une autre forme de gouvernement...

1 Dans un discours prononcé à Francfort dans le cadre de la remise du prix pour la Paix des libraires allemands (publié par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 13 octobre 2003).

Ce renvoi tout littéraire aux origines ne nous libère pas d'un devoir de prudence. L'extrême droite et l'extrême gauche européennes ont en partage depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle une rhétorique de la pseudobarbarie américaine qui fleure la décadence d'un bas-empire menacé par les Wisigoths. Aujourd'hui, ces clichés reviennent avec leur cortège de fatalismes, de complots secrets, de calculs capitalistes que l'on flaire derrière chaque intervention, comme des odeurs de pétrole pas loin d'un oléoduc. Comme si toute la politique des États-Unis était d'évidence dictée par l'appât du gain de quelque magnat du pétrole arrivé à la Maison-Blanche. Face au nouvel ordre, ou désordre, mondial qui s'installe depuis la fin de l'empire soviétique, il serait en l'occurrence particulièrement stérile de s'en tenir à de tels clichés, même s'ils assouvissent davantage notre faim de récits que les discussions qui ont lieu au Conseil des ministres européens sur les majorités qualifiées à pratiquer dans la future Union à vingt-cinq... Cependant, la dialectique de l'ancien et du nouveau reste féconde pour décrire la relation Europe/États-Unis. L'origine du « modèle américain » ne peut en effet se comprendre sans l'opposition à l'Europe. Le modèle américain reprend certains éléments des Lumières européennes mais, comme tout commencement historique, il est marqué par une volonté de rupture avec ce qui l'a précédé. L'ironie de l'histoire veut qu'aujourd'hui, les Européens, à leur tour, cherchent, plus ou moins consciemment, à imiter ce scénario en mettant au monde (avec ventouses et forceps)... des États-Unis d'Europe, comme pour se hisser au niveau de leurs illustres prédécesseurs fédéralistes.

Ce dossier de La Revue nouvelle tente de cerner quels seraient les contours contemporains de cette dialectique, en l'abordant comme une confrontation entre deux universalismes, tels qu'ils émergent de la lecture critique que Jean-Marc Ferry nous propose de l'ouvrage de Robert Kagan La puissance et la faiblesse. Les États Unis et l'Europe dans le nouvel ordre international. Si l'Europe, ou en tout cas, la France, l'Allemagne et la Belgique ont fait le choix de ne pas s'aligner sur la volonté des États-Unis de recourir

à la force pour envahir l'Irak en dehors du cadre des Nations unies, ce ne serait pas, comme le prétend Robert Kagan, parce que leur faiblesse militaire les pousserait à faire le choix confortable du droit international et de la bonne conscience contre celui de la violence. Non, il y aurait, dans cette position « européenne », un choix historique pour un ordre du droit cosmopolitique, soutient Jean-Marc Ferry. À l'instar du bourgeois gentilhomme qui faisait de la prose sans le savoir, Louis Michel serait donc un « kantien malgré lui »...

Plus sérieusement, ce qui distinguerait la vision « européenne » de la vision « américaine », ce serait une pensée différente des rapports qu'entretiennent le droit, la morale et la religion. Une pensée qui, du côté européen, tendrait à ne pas remplacer le droit par la morale et la morale par la religion. À l'inverse, du côté des Bush et des Rumsfeld, le fait que l'intervention en Irak ait été menée sans légitimation internationale ne serait pas accidentel, mais découlerait « logiquement » d'une politique étrangère américaine conçue comme une lutte très morale et très religieuse du Bien contre le Mal. Ferry ne reprend certes pas cette considération de Kant dans *Vers la Paix Perpétuelle*, mais avec lui et avec le maître de Königsberg, on pourrait classer George Bush parmi ces « politiques moralisateurs » qui « maquillent les principes politiques contraires au droit, et sous le prétexte que la nature humaine n'est pas capable du bien tel que la raison en prescrit l'idée, ils rendent impossible [...] toute amélioration et perpétuent l'atteinte au droit ». Mais Ferry nous met également, et à juste titre, en garde contre l'angélisme cynique qu'affichent certains tenants du camp de la paix. Aujourd'hui, on le voit à l'œuvre chez ceux qui, par exemple, se réjouissent en chœur de la capture du tyran irakien, après avoir dénié toute légitimité à l'invasion de son pays. Nous pourrions ranger certains d'entre eux parmi cette autre espèce dépeinte par Kant, celle des « moralistes despotisants » qui « offensent de multiples manières la prudence politique », ou de ces philosophes égarés en politique qui, comme le dit Spinoza en ouverture de son *Traité Politique*, « prodiguent toute sorte de louange à une nature humaine qui n'existe nulle part, et flétrissent par leurs discours celle qui existe réellement ».

Entre ces deux dérives de la morale en politique, il y a une voie étroite, basée sur la conviction, le « pari », nous dit Ferry, qu'il peut y avoir « une puissance sans le recours à la violence ». Ou encore, une puissance qui n'exclut pas le recours à la violence pour garantir le droit, mais qui ne confonde pas la puissance et la violence. En octobre 2002, *La Revue nouvelle*, dans son dossier consacré à la question irakienne, plaidait pour une levée de l'embargo assortie d'un « contrôle extrêmement serré et conséquent en matière de désarmement

et de droits de l'homme ». Cette approche alternative n'a pu voir le jour, par défaut d'unité européenne, et aussi sans doute du fait de l'absence d'une volonté commune de se donner les moyens militaires de l'imposer.

Pour les Européens, le plus grand défi consiste à ancrer ce pari d'une politique extérieure au service des droits de l'homme dans une sensibilité historique, une tradition collective qui soit à même de mobiliser le sens de la justice et de la liberté pour lesquelles les citoyens européens seraient encore prêts à « donner leur vie », comme le suggère Ferry. Pas question bien sûr de cultiver la nostalgie du patriotisme ou de vouloir rechercher à tout prix un « sens supérieur », par exemple divin ou chrétien, à la construction européenne. Mais sans le développement de cette nouvelle sensibilité historique, à rechercher, le projet politique européen ne serait qu'une « coquille vide », une machine procédurale sans âme et sans perspectives. Inévitablement, un tel questionnement nous ramène au problème de l'identité européenne.

À cet égard, la présente crise se déroule autant entre les États-Unis et l'Europe qu'à l'intérieur de l'Europe. Comment qualifier ce clivage interne au « Vieux Continent » ? De la même manière qu'on essaiera ici de décrire le choc de deux universalismes ? Par le clivage classique gauche-droite ? Par un atlantisme plus puissant à gauche qu'à droite ? Peut-on vraiment expliquer le ralliement — certes contre leurs opinions publiques — de pays comme la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Italie, la Pologne ou l'Espagne, exclusivement par la nature des majorités (généralement de droite) qui y sont en place ? Ces questions restent largement ouvertes... Quoi qu'il en soit, avant l'Irak, les Européens ont montré des divisions comparables dans le dossier des Balkans. Faut-il encore rappeler que les Bosniaques n'ont obtenu une paix, certes toujours fragile, que par la grâce d'une intervention américaine dans le cadre de l'Otan ? Précisément parce que les Européens n'avaient pas été capables de mettre en place cette politique commune de défense et de s'accorder sur un projet dépassant leurs vieilles logiques d'États-nations. De surcroît, c'était un président démocrate, Bill Clinton, qui avait décidé de l'intervention américaine. Personne, ou presque, n'avait alors reproché aux États-Unis de substituer la morale au droit pour légitimer leur intervention, menée, là-aussi, en dehors du cadre de l'O.N.U. À défaut d'expliquer de manière exhaustive ces différences d'attitudes, on ne peut que constater qu'elles mettent non seulement en œuvre des légitimations différentes du recours à la violence, mais qu'elles illustrent aussi des « sensibilités différentes » par rapport aux évolutions historiques.

C'est enfoncer une porte ouverte que de constater que l'Europe a encore à parcourir un long chemin avant de parvenir à une vision commune de la prévention des conflits,

sans parler du droit d'ingérence dans les Affaires intérieures des régimes qui commettent des crimes contre l'humanité. Mais comment ne pas sans cesse refaire ce constat, quand, dans le même temps, on assiste au mutisme, voire à la complicité passive des Européens, devant les massacres menés par la Russie en Tchétchénie ? Tout près de nous se déroule une violation permanente des droits de l'homme qui bénéficie d'une complaisance inacceptable de la part des chefs d'État européens, à commencer par Jacques Chirac et Gerhard Schröder... Il y a bien là de quoi nous faire prendre tout la mesure du gouffre abyssal qui peut encore séparer la Realpolitik la plus primaire de l'idéal d'une politique étrangère digne d'un continent « qui n'a jamais cessé de se tenir debout devant l'histoire », pour reprendre le mot de M. de Villepin. Le chantier reste colossal non seulement pour les spécialistes du droit international, mais aussi pour tous ceux qui sont convaincus que le sens de la démocratie et des droits de l'homme est celui d'un élargissement continu.

Pour ce qui concerne le présent numéro de La Revue nouvelle, on conclura provisoirement que l'Europe et les États-Unis ont certes en commun la conviction qu'il n'y a pas d'autre limite à l'évolution démocratique que la démocratie elle-même. C'est, en effet, la définition même de tout universalisme que de prétendre à l'absence de limite. Mais les avatars de l'individualisme démocratique tel qu'il se développe des deux côtés de l'Atlantique peuvent également déboucher sur des conflits où ne se jouent pas seulement des conceptions différentes de la régulation internationale. Au cœur de la confrontation entre ces deux « mondes » et peut-être également au cœur du monde européen continuent de s'affronter des rapports différents à l'histoire et au temps. D'une part, la conscience d'un temps rythmé par la nouveauté sans cesse exigée par le cycle de la production et de la reproduction capitaliste, par rapport à laquelle il n'y a jamais de nostalgie qui vaille, car toujours demeure présente la foi au progrès, comme la référence au sacré, à la religion, à un Dieu indéterminé — qu'il soit celui des catholiques, des protestants, des juifs ou même, demain peut-être, des musulmans... De l'autre, la conscience d'une évolution vécue comme une perte, un oubli, un déclin, une dépossession, où le projet de la démocratie et des droits de l'homme ne se fonde plus sur une référence divine (même si quelques tentatives s'exercent encore ça et là, par exemple dans le débat sur le préambule à la Constitution européenne), mais reste suspendu, pour le pire, dans l'indétermination et le relativisme et, pour le meilleur, dans une ouverture aux possibles et à la tolérance.

Peut-être le dépassement de la confrontation est-il à rechercher résolument dans le métissage des expériences historiques sur lesquelles se fondent les universalismes ici décrits. Dans la conviction que la vie, comme nous le dit encore Susan Sontag, n'est rien

*d'autre qu'« un échange permanent entre l'Ancien et le Nouveau » ? Vue sous cet angle, l'opposition en apparence stérile entre les universalismes pourrait bien se muer en débat vraiment constructif. Pour les Européens, et singulièrement pour les Européens de gauche, il y a, aujourd'hui plus que jamais, urgence à résister aux tentations de polarisation. Il s'agit par exemple de prendre la juste mesure du progrès collectif que peuvent générer aussi bien le marché (en ce compris le marché culturel) que la « naïveté barbare » des engagements militaires américains. Pour les Américains, il y a aussi urgence à s'interroger sur l'inquiétante parenté entre leur conception du progrès et le nihilisme destructeur dont les adolescents du film *Elephant* de Gus van Sant nous offrent une terrifiante illustration. C'est en tout cas à ces conditions-là que, demain, « la vieille Europe » pourrait se mettre à produire encore quelques « idées neuves ».*